VERS LA RECONNAISSANCE, LA JUSTICE ET LE DÉVELOPPEMENT

Mireille Apollon est vice-présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO. Mme Apollon a été conseillère municipale pour la ville de Gatineau de 2009 à 2017. Elle a présidé la Commission des arts, de la culture, des lettres et du patrimoine de la Ville de Gatineau de 2013 à 2017. Elle est également une ancienne consule canadienne au Sénégal et une cadre de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Au nom de la Commission canadienne pour l'UNESCO, j'ai l'honneur de vous présenter une édition spéciale de la revue *Diversité canadienne*, laquelle porte sur la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine promulguée en 2015, par l'ONU.

Les journées, les années et les décennies spéciales proclamées par les Nations Unies sont destinées à mettre en lumière certaines préoccupations et à attirer l'attention sur de grands enjeux mondiaux. Il s'agit d'appels à l'action concertée et individuelle dans le monde entier de la part de gouvernements, d'organismes de la société civile, d'activistes, d'universitaires ou de citoyens. Elles permettent également de reconnaître qu'il n'existe pas de solutions rapides aux préoccupations qu'elles soulèvent; et nécessitent plutôt, de déployer des efforts à long terme pour induire un changement systémique.

Cet espoir n'est toutefois pas vain. Combinées à une large participation et à des engagements, les Décennies internationales peuvent apporter un réel changement. Trois Décennies internationales consécutives consacrées à la lutte contre le racisme ont par ailleurs précédé la Déclaration et le Programme d'action de Durban de 2001. Au Canada, nous pouvons observer les répercussions qui ont découlé de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Suite à trois Décennies internationales consacrées aux peuples autochtones, la déclaration a contribué à mettre sur pied la Commission de vérité et réconciliation.

La Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, dont le thème porte sur la reconnaissance, la justice et le développement, est née d'une grave préoccupation liée au racisme et à la discrimination envers les « personnes de couleur ». L'UNESCO a par ailleurs établi trois objectifs pour cette décennie. Elle cherche tout d'abord à promouvoir une meilleure connaissance et reconnaissance de la culture, de l'histoire et du patrimoine des personnes d'ascendance africaine. Elle encourage ensuite à reconnaître la mémoire des victimes de la traite négrière, de l'esclavage et du colonialisme – et leurs descendants – à travers l'établissement de « sites de mémoire » témoignant de ce passé, elle incite la communauté internationale à honorer cette mémoire sous différentes formes. Enfin, elle continue à collaborer avec les États membres pour éradiquer la discrimination contre les personnes d'ascendance africaine.

Le Canada a officiellement reconnu la Décennie internationale en 2018. La Nouvelle-Écosse est devenue en septembre 2019 la première juridiction au monde à mettre en œuvre officiellement un plan d'action en lien avec la Décennie internationale. Un article écrit par M. Wayn Hamilton, directeur général des Affaires afro-néo-écossaises du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, porte d'ailleurs sur cette initiative historique.

Cette édition spéciale, qui présente divers points de vue sur la Décennie internationale ainsi que ces thèmes, comprend des contributions faites par d'éminents chefs de file, penseurs et

activistes. Son thème est tiré d'une célèbre citation de James Baldwin dans son essai de 1962, «Autant de vérité que l'on peut en supporter» : «Tout ce qui est affronté ne peut pas être changé. Mais rien ne peut être changé tant qu'on ne l'a pas affronté.»

Le grand défi de cette édition spécial est l'impossibilité de rendre compte des nombreuses perspectives éclairées liées à l'expérience des personnes d'ascendance africaine au Canada. Nos expériences sont aussi diversifiées que nos identités. Qu'il s'agisse De Mathieu da Costa, le navigateur libre qui a aidé Samuel de Champlain à venir au Canada, ou d'Olivier Le Jeune, un jeune esclave africain qui a été amené de force en Nouvelle-France dans les années 1600; de personnes qui ont fui l'esclavage aux États-Unis et qui ont refait leur vie dans le sud-ouest de l'Ontario, ou de loyalistes noirs qui se sont installés en Nouvelle-Écosse; de résistants comme Viola Desmond ou de leaders comme Jean Augustine et Lincoln Alexander; de personnes qui ont migré des Antilles et des Caraïbes ou de celles qui ont migré de pays d'Afrique.

Cette édition spéciale constitue l'une des nombreuses initiatives qui ont été entreprises par la Commission canadienne pour l'UNESCO, laquelle collabore sans relâche avec ses membres, ses réseaux et ses partenaires afin de faire progresser les idéaux et les priorités de l'UNESCO, notamment dans la lutte contre le racisme et toutes ses formes de discrimination. Par exemple, la Commission canadienne pour l'UNESCO (CCUNESCO) a parrainé et appuyé le travail d'artistes exceptionnels tels la créative artiste, Rhodnie Désir, l'illustre historien hip-hop, Webster, qui a par ailleurs écrit une courte histoire sur l'esclavage au Canada. La commission coordonne les initiatives de la Coalition des municipalités inclusives, laquelle réunit les villes qui créent des politiques et entreprennent des initiatives pour lutter contre le racisme et la discrimination. Elle appuie également les efforts qui ont été déployés par la Fondation Michaëlle Jean et la Fédération des Canadiens noirs afin d'offrir des lieux sûrs afin de faire progresser les discussions très nécessaires sur ce qui est requis au chapitre de la législation, des politiques et des programmes, afin de s'assurer d'inclure et de faire pleinement participer les Canadiens d'ascendance africaine, particulièrement les jeunes et les personnes les plus marginalisées, dans tous les aspects de la vie dans notre pays.

Il est inspirant de constater que diverses organisations canadiennes ont souligné cette Décennie internationale en mettant en œuvre des initiatives spéciales. Parmi ces organismes, on retrouve l'African Descent Festival de Vancouver, l'African Canadian Resource Network, la ville de Toronto, l'Église Unie du Canada, l'Université Dalhousie, le Syndicat canadien de la fonction publique, et bien d'autres. Je tiens à saluer toutes les parties prenantes qui travaillent sans relâche afin de promouvoir l'esprit de la Décennie.

Je remercie nos partenaires de l'Institut canadien pour les identités et les migrations, les éditeurs de la revue *Diversité canadienne* et tous ceux qui ont contribué par leurs articles à la richesse des réflexions.

Je tiens également à remercier Yaovi Hoyi et Christine Lwanga pour leurs conseils et leurs commentaires sur ce numéro. L'année 2020 marque le milieu de la Décennie internationale, nous avons espoir que la présente édition spéciale incitera tous les Canadiennes et Canadiens à agir ensemble afin de bâtir une société juste et inclusive.